

De moins en moins de poissons à pêcher dans le lac Tanganyika

@rib News, 04/11/2020 Source Belga Les pêcheurs du lac Tanganyika, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), dont les prises continuent à diminuer, souhaitent une application plus rigoureuse des réglementations en vigueur, selon une étude menée par la KU Leuven, basée sur 1.018 entretiens avec des pêcheurs et d'autres parties concernées.

Le lac Tanganyika, deuxième plus grand lac d'eau douce au monde, s'étend sur quatre pays : la RDC, la Tanzanie, le Burundi et la Zambie. C'est la première étude à aussi grande échelle sur les pêcheurs de la région. Outre la KU Leuven, l'équipe de recherche était composée de chercheurs de l'Institut royal des sciences naturelles de Belgique, de l'AfricaMuseum et du Centre congolais de recherche et d'hydrobiologie (CRH). Les résultats de l'enquête montrent notamment que les pêcheurs voient leurs prises diminuer et que les poissons deviennent plus petits. « Cela peut indiquer une surpêche ou une surpopulation, mais selon les personnes interrogées, ce n'est pas le cas », explique le professeur Maarten Van Steenberghe (KU Leuven), qui a coordonné l'étude. L'utilisation de matériel illégal peut entraîner une diminution des stocks de poissons. « Bien que les pêcheurs ne soient pas soumis à des règles plus strictes, ils souhaitent une application plus stricte des règles d'aujourd'hui existantes, par exemple pour empêcher la concurrence déloyale de collégues qui utilisent du matériel illégal », déclare Pascal Masilya Mulungula, chercheur au CRH en RDC. L'étude indique aussi que de nombreux pêcheurs ne se sentent pas en sécurité. « Les conditions sur le lac sont dangereuses, avec de fortes vagues et des vents violents. D'ailleurs, les pêcheurs sont régulièrement attaqués par des gangs ou extorqués par des soldats ou des agents de sécurité », explique Els De Keyzer, qui a réalisé l'étude. Nous espérons que cette étude sera le point de départ pour les décideurs politiques qui veulent adapter la réglementation à la situation actuelle. Comme quatre pays se partagent le stock de poissons, les recherches futures devraient se concentrer sur la volonté des parties prenantes du lac de coopérer », conclut M. De Keyzer.